



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
10 mai 2016  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du Conseil de sécurité 9 créé par la résolution 1540 (2004)

#### Note verbale datée du 22 avril 2016, adressée au Président du Comité par la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République arabe d'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint les documents suivants :

- Le dernier rapport de l'Égypte sur l'application de la résolution 1540 (2004) (voir annexe I);
- Le tableau révisé<sup>1</sup> de l'Égypte sur le même sujet (voir annexe II).

Les documents ci-joints matérialisent le résultat du travail et des réunions menés continuellement ces derniers mois, avec la participation de toutes les autorités égyptiennes concernées, en vue d'empêcher les acteurs non étatiques de mettre au point, se procurer, fabriquer, posséder, transporter ou utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques.

---

<sup>1</sup> Comme en a convenu le Comité, ce tableau a été reproduit tel qu'il a été présenté par l'Égypte, uniquement dans sa version originale anglaise.



**Annexe I à la note verbale datée du 22 avril 2016,  
adressée au Président du Comité par la Mission permanente  
de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport présenté par l'Égypte au Comité du Conseil  
de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)**

Le Gouvernement de la République arabe d'Égypte a l'honneur de présenter une mise à jour de son rapport sur l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, présenté le 28 octobre 2004, et des deux additifs, soumis les 17 mars 2006 et 28 février 2008. La mise à jour qui suit porte sur la nouvelle législation adoptée depuis 2008, ainsi que sur les politiques et initiatives mises en place par le Gouvernement égyptien pour mettre en œuvre la résolution.

L'Égypte réaffirme son attachement à la non-prolifération des armes de destruction massive et à l'exécution de l'obligation qui lui incombe d'empêcher, par les mesures internes appropriées, les terroristes et les acteurs non étatiques de mettre au point, se procurer, fabriquer, transporter, transférer ou utiliser des armes nucléaires, biologiques et chimiques et leurs vecteurs.

**I. La menace de prolifération des armes de destruction massive  
que font peser les terroristes et les acteurs non étatiques**

L'Égypte estime que les acteurs non étatiques continuent de poser de sérieux risques de prolifération des armes de destruction massive. La diffusion des technologies de l'information, l'augmentation des mouvements transfrontières, la montée de l'instabilité au niveau régional, et l'action que des acteurs non étatiques et des entités terroristes armés continuent de mener en vue de se procurer des armes de terreur accentuent le risque que ces protagonistes obtiennent et utilisent des armes de destruction massive.

L'Égypte reste pleinement résolue à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et continue de prendre des mesures internes strictes pour le combattre et empêcher les terroristes et les acteurs non étatiques de se procurer des armes de destruction massive ou des matières destinées à leur fabrication. En 2010, le Parlement égyptien a adopté une loi qui a fait date en réglementant les activités nucléaires et radiologiques en Égypte. La loi, qui institue le cadre juridique régissant toutes les installations, activités et pratiques nucléaires et radiologiques en Égypte, a notamment créé une autorité chargée de la réglementation, qui rend directement compte au Cabinet du Premier Ministre. De plus, en 2015, l'Égypte a promulgué la loi antiterroriste, qui donne davantage de pouvoirs aux services chargés de l'application des lois pour faire face à la menace terroriste croissante. La loi fait expressément référence à la nécessité d'empêcher les terroristes de se procurer des armes non classiques ou des matières connexes et énonce de manière explicite les sanctions juridiques applicables aux individus qui fabriquent ou cherchent à fabriquer, concevoir, se procurer ou transférer des armes non classiques ou des matières destinées à leur fabrication.

## II. Législation

L'Égypte reste déterminée à veiller à ce que toutes les activités menées dans le cadre de son programme national sur les utilisations des technologies nucléaires à des fins pacifiques satisfassent aux normes les plus strictes élaborées par l'Agence internationale de l'énergie atomique et à ce que son cadre législatif soit à la mesure de la menace croissante posée par les organisations terroristes et les acteurs non étatiques. Il convient de mettre particulièrement en évidence les textes présentés ci-après.

### A. Constitution de la République arabe d'Égypte (2014)

L'article 237 de la Constitution égyptienne dispose que l'État doit combattre, selon un calendrier précis, tous les types et toutes les formes de terrorisme et en surveiller les sources de financement étant donné la menace que fait peser ce phénomène sur la nation et ses citoyens, tout en garantissant les droits et libertés fondamentaux. Les dispositions et procédures visant à combattre le terrorisme doivent être déterminées par la loi, de même que la juste indemnisation pour les dommages qui peuvent résulter de cette lutte.

### B. Loi n° 94 (2015) – Loi antiterroriste

L'Égypte a promulgué une loi globale de lutte contre le terrorisme le 15 août 2015. La loi traite du terrorisme sous des angles multiples, en abordant une série de questions telles que le financement du terrorisme, l'incitation, le cyberterrorisme et les actions en justice concernant les affaires de terrorisme. Elle détermine les sanctions applicables à quiconque fabrique, conçoit, se procure ou transfère des armes non classiques dans le but de commettre des actes de terrorisme :

- Aux termes de l'article 1 e), sont définies comme des armes non classiques les armes nucléaires, chimiques, biologiques, radiologiques ou bactériologiques ou tout autre matière naturelle ou artificielle, solide ou liquide, sous forme de gaz ou de vapeur, qui pourrait provoquer des pertes en vies humaines, de graves blessures physiques ou psychologiques ou des dommages à l'environnement, aux bâtiments ou aux installations;
- L'article 15 dispose que quiconque envisage de produire ou d'utiliser des armes classiques ou non classiques ou forme d'autres personnes à le faire, directement ou indirectement, encourt une peine de réclusion à perpétuité;
- L'article 23 dispose que quiconque produit, conçoit, se procure ou transfère des armes non classiques dans le but de commettre un acte de terrorisme encourt une peine de réclusion à perpétuité. Dans le cas où un tel acte entraînerait des pertes en vies humaines, la peine encourue serait la peine capitale.

### C. Loi n° 8 (2015) – Entités terroristes

Aux termes de la loi n° 8, le financement du terrorisme se définit comme la collecte, la réception, la possession, le transfert ou le transport de fonds, d'armes, de munitions, d'explosifs, de matériel ou de matières, pour leur utilisation partielle ou totale, directement ou indirectement, en vue de commettre tout acte de terrorisme ou de donner refuge à des terroristes.

**D. Loi n° 7 (2010) sur la réglementation des activités nucléaires et radiologiques**

Le 29 mars 2010, le Parlement égyptien a adopté une importante loi portant réglementation de toutes les activités nucléaires et radiologiques en Égypte. L'article 5 de ladite loi dispose qu'il est interdit de mettre au point, de fabriquer, de posséder, de transporter, d'utiliser ou de menacer d'utiliser des armes nucléaires, des dispositifs explosifs nucléaires et des engins de dispersion radiologique, d'en être propriétaire ou de s'en procurer. Il est également interdit de contribuer ou de participer à l'une quelconque des activités susmentionnées, de l'entamer ou de tenter de la mener.

La loi établit le cadre législatif régissant toutes les installations, activités et pratiques nucléaires et radiologiques en Égypte. Elle traite de tous les aspects des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, dont la mise à niveau des mesures de sûreté nucléaire, la sécurité et la protection des personnes et des biens et les responsabilités et tâches précises incombant à tous les titulaires de licences et à l'organisme de réglementation, prévoit les mesures à prendre pour garantir la sécurité et la sûreté de tous les types de sources radioactives et réglemente le transport interne et international des matières nucléaires et radioactives. La loi prévoit des mesures strictes de sûreté nucléaire et une gamme de procédures visant à protéger les installations et les matières nucléaires et radiologiques contre le sabotage, le vol, le détournement et d'autres actes de malveillance. Au moment où l'Égypte commence à mettre sur pied son programme nucléaire à des fins pacifiques, la loi garantit la protection des matières nucléaires.

En élaborant la loi susmentionnée conformément aux normes internationales en matière de législation nucléaire, en vue de garantir la sécurité et la sûreté des personnes, des biens et de l'environnement, l'Égypte s'acquitte aussi, ce faisant, des obligations juridiques découlant de tous les traités et conventions bilatéraux, régionaux et internationaux dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Les dispositions de la loi n° 7 (2010) sont notamment les suivantes :

- Article 6 : l'importation ou l'introduction en République arabe d'Égypte de tout déchet radioactif ou combustible irradié ou leur enfouissement sur le territoire ou dans la mer territoriale ou la zone maritime exclusive et le plateau continental sont interdits;
- Article 10 : la production, l'exportation ou la vente de toute denrée alimentaire ou autre substance présentant une radioactivité supérieure au niveau acceptable selon le critère établi par l'Autorité est interdite;
- Article 25 : l'exercice d'activités nucléaires ou radiologiques sans une licence délivrée par l'Autorité sur la base des dispositions de la présente loi et de son règlement d'application ainsi que des décisions de l'Autorité est prohibée;
- Article 26 : ne sont autorisées à gérer une installation nucléaire ou radiologique que les personnes qualifiées titulaires d'une licence d'exploitation.

Aux articles 96 à 109 de sa partie 7, la loi détermine les sanctions applicables en cas de violation de ses dispositions.

En 2011, le Premier Ministre a publié le décret n° 1326, portant règlement d'application de la loi n° 7 (2010) sur la réglementation des activités nucléaires et radiologiques. Il convient de relever les articles suivants dudit décret ministériel :

- Article 22 : l'importation ou l'utilisation de sources de rayonnement ou de matières radioactives à quelque fin que ce soit est subordonnée à l'obtention des licences nécessaires et au respect de tous les critères et normes de sûreté;
- Article 34 : l'exercice d'activités nucléaires ou radiologiques sans une autorisation délivrée par l'Autorité de réglementation nucléaire et radiologique est prohibé. La délivrance d'une licence personnelle aux fins de l'exercice de toute activité qui entraîne l'exposition à des rayonnements ionisants est subordonnée à l'obtention des qualifications et de la formation nécessaires sanctionnées par les programmes de formation certifiés de l'Autorité de réglementation;
- Article 52 : le déplacement aérien, maritime et terrestre (y compris dans les zones économiques exclusives) de matières ou déchets radioactifs ou de leur moyen de transport en l'absence des licences appropriées délivrées par l'Autorité de réglementation est interdit. Dans tous les cas, le transport, par quelque moyen que ce soit, de matières radioactives ou nucléaires sur le Nil est prohibé;
- Article 60 : le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des affaires étrangères et les autres ministères et autorités compétents, dont la Direction de l'aéronautique civile, la Direction des transports, l'Autorité du Canal de Suez, les Services de renseignement et l'Autorité de l'énergie atomique, sont chargés de prendre les mesures nécessaires pour garantir la sûreté et la protection des sources radiologiques en ce qui concerne le transport international. Lesdites mesures seront prises conformément aux traités internationaux auxquels l'Égypte a adhéré et qui concernent le transport ou le transit terrestres dans les ports ou aéroports égyptiens;
- Article 69 : la construction d'installations destinées au stockage définitif des déchets radioactifs sans un permis délivré par la province compétente, l'autorisation de l'Agence des affaires environnementales et l'avis du Ministère de la Santé, du Ministère de la main-d'œuvre et de l'Autorité de l'énergie atomique est prohibée. Les installations doivent satisfaire à tous les critères requis, qui garantissent la sûreté de l'environnement, du public et des travailleurs.

L'Autorité de réglementation nucléaire et radiologique a publié un certain nombre de règlements destinés à garantir le contrôle effectif des matières nucléaires, des sources de rayonnement et des autres matières radioactives. Il s'agit notamment des règlements suivants :

- La Réglementation des procédures et des règles régissant les activités relatives aux garanties nucléaires vise à garantir que toutes les matières nucléaires sont contrôlées et utilisées uniquement à des fins pacifiques et ne sont pas détournées vers des utilisations non pacifiques;
- Le Règlement sur la classification des matières nucléaires et des sources de rayonnement du point de vue de la sûreté nucléaire a pour objet de préciser les dispositions appropriées et les mesures applicables à chaque catégorie, afin de

garantir que les matières nucléaires et les sources de rayonnement sont effectivement protégées du vol, du sabotage, de l'accès non autorisé ou de tout acte de malveillance;

- L'Autorité de réglementation nucléaire et radiologique a créé un centre d'appui et d'instruction, qui dispense des formations et fournit un appui technique aux autorités nationales concernées. La création du centre a pour objet de garantir que tous les employés qui travaillent dans ce domaine sont hautement qualifiés et convenablement formés;
- Euvrant en coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Autorité de réglementation nucléaire et radiologique a adopté un Plan intégré d'appui en matière de sécurité nucléaire, en vue d'appuyer les programmes nationaux de promotion du régime national de sûreté nucléaire, notamment ceux relatifs à la mise à niveau du système de protection physique des deux réacteurs de recherche et au renforcement des ressources humaines concernées.

**E. Loi n° 4 de 1994 sur l'environnement telle que modifiée par la loi n° 9 (2009) et la loi n° 105 (2015)**

La loi n° 4 de 1994 sur l'environnement, telle que modifiée par la loi n° 9 (2009) et la loi n° 105 (2015), constitue le cadre juridique général régissant les questions relatives à l'environnement en Égypte, notamment la protection des terres, de l'air et de l'eau. L'importance particulière de ses dispositions relatives au transport de matières et déchets dangereux et à l'utilisation de substances nuisibles est mise en lumière dans le présent rapport. La législation susvisée porte notamment sur les questions suivantes:

1. Article 29 : transport de substances dangereuses et octroi de licences

Il est interdit de déplacer des substances ou déchets dangereux sans une licence délivrée par l'autorité administrative compétente. Le règlement d'application de la loi détermine les procédures et les conditions d'octroi des licences, ainsi que l'autorité compétente en la matière.

2. Article 30 : gestion des déchets dangereux

Le texte d'application de la loi établit les règles et procédures de gestion des déchets dangereux. Il désigne l'autorité compétente qui, après consultation avec l'Agence égyptienne des affaires environnementales, dresse la liste des déchets dangereux auxquels s'appliquent les dispositions.

3. Article 32 a) : importation de déchets dangereux et autorisation d'entrée sur le territoire

L'importation ou l'introduction de déchets dangereux en territoire égyptien et leur transport en transit à travers le territoire sont prohibés. Le passage de navires transportant des déchets dangereux dans la mer territoriale ou la zone économique maritime exclusive de la République arabe d'Égypte sans l'aval de l'autorité compétente est interdit.

4. Article 32 b) : passage des navires transportant des déchets dangereux

L'autorisation du passage de navires transportant des déchets dangereux est subordonnée à l'application de certaines procédures. Il faut notamment notifier à

l'avance l'autorité administrative compétente, qui peut refuser de délivrer une autorisation en cas de risque de pollution. Si l'autorisation est octroyée, toutes les mesures de précaution prévues dans les conventions internationales doivent être prises et le navire doit disposer du certificat de garantie visé dans la loi n° 4 de 1994.

5. Article 33 : mesures de précaution concernant les matières dangereuses

Les personnes chargées de la production ou du transport de matières dangereuses, sous forme gazeuse, liquide ou solide, doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer qu'aucun dégât n'est causé à l'environnement. Le propriétaire d'une entreprise dont les activités génèrent des déchets dangereux aux termes des dispositions de la loi doit consigner, dans un registre, la méthode d'élimination de ces déchets et l'identité des prestataires qui en sont chargés. Le règlement d'application précise les données qui doivent être consignées dans le registre, l'Agence égyptienne des affaires environnementales étant chargée de s'assurer que le contenu du registre est conforme à la réalité.

6. Article 47 : concentration excessive en matières radioactives

Le niveau de radioactivité ou la concentration en substances radioactives dans l'air ne doit pas dépasser les limites établies par les autorités compétentes conformément au règlement d'application de la présente loi.

La loi n° 4 de 1994 sur l'environnement, telle que modifiée par la loi n° 9 (2009) et la loi n° 105 (2015), et d'autres textes pertinents permettent au Gouvernement égyptien de s'assurer que les matières et déchets dangereux ne tombent pas entre de mauvaises mains et ne sont pas utilisés à mauvais escient par des organisations terroristes et des acteurs non étatiques.

**F. Loi n° 28 de 1981 sur l'aviation civile, telle que modifiée par la loi n° 136 de 2010**

1. Article 27 : de concert avec d'autres autorités nationales compétentes, la Direction de l'aéronautique civile élabore un programme national de sécurité de l'aviation civile, conformément aux règles internationales applicables; ledit programme précise les autorités et organismes chargés de sa mise en œuvre, ainsi que les responsabilités et les compétences de chacun. Les autorités et organismes de sécurité visés dans le programme peuvent empêcher ou restreindre l'accès à certaines zones des aéroports et des infrastructures des services de navigation, procéder à la fouille des personnes, des bagages ou des véhicules à l'entrée des aéroports et interroger toute personne suspecte; elles s'assurent aussi que personne ne détient des armes, des appareils ou toute matière pouvant représenter une menace pour les aéronefs, l'aéroport ou les infrastructures des services de navigation.

2. Article 28 : détention d'armes et de produits dangereux à bord des aéronefs.

- Nul ne peut, sauf autorisation de la Direction de l'aéronautique civile, détenir à bord d'un aéronef une arme, des produits inflammables ou tout autre produit pouvant être utilisé aux fins de sabotage, d'actes de violence ou de menaces lors du vol.
- Si le transport d'une arme non chargée, de produits inflammables ou de tout autre produit pouvant être utilisé aux fins de sabotage, d'actes de violence ou

de menaces lors du vol s'avère nécessaire, le propriétaire desdits articles les remet au représentant de l'opérateur du vol avant de monter à bord de l'appareil. Les articles susvisés sont entreposés dans un endroit auquel les passagers n'ont pas accès et rendus à leur propriétaire à l'arrivée.

3. Article 29 : tout transport aérien de lettre ou paquet postal s'effectue conformément aux règles en vigueur et est régi par les dispositions des conventions internationales auxquelles l'État est partie. La manutention et le transport de marchandises dangereuses s'effectuent selon les instructions de l'Organisation de l'aviation civile internationale, les dispositions énoncées dans le répertoire annuel de l'Association du transport aérien international et les règles définies par la Direction de l'aéronautique civile.

4. Article 153 : la Direction de l'aéronautique civile prend toutes les mesures de prévention permettant d'empêcher les passagers de commettre des actes et infractions contre la sécurité et la sûreté de l'aviation civile à l'intérieur de l'État ou à bord d'un aéronef du pays, conformément aux règles internationales pertinentes.

5. Article 169 : quiconque commet délibérément les actes ci-après encourt la réclusion à perpétuité ou la réclusion criminelle :

- La destruction, la dégradation, la détérioration ou le sabotage de tout moyen de transport aérien en cours de vol, à l'aéroport ou dans la zone d'atterrissage;
- La destruction, la dégradation, la détérioration ou le sabotage de tout appareil, équipement ou infrastructure de navigation aérienne, aérodrome ou autre infrastructure des services de transport aérien;
- Le fait de placer des appareils ou substances à bord d'un moyen de transport aérien dans le but de détruire, dégrader, détériorer ou saboter l'aéronef ou encore de porter atteinte à la sécurité du vol;
- Tout comportement ayant pour objet de compromettre les moyens de communication et de contrôle nécessaires à la navigation aérienne, s'il vise à porter atteinte à la sécurité du vol;
- Le vol d'appareils ou de matériel de navigation aérienne ou d'installations d'un aérodrome;
- Le port d'armes, de munitions ou d'explosifs à bord d'un moyen de transport aérien avec l'intention de commettre un crime sanctionné par le Code pénal et menaçant la sécurité intérieure ou extérieure de l'État;
- Le port d'armes, de munitions, d'explosifs, de tout produit inflammable ou de toute autre substance dans le but de commettre des actes de destruction, de dégradation, de détérioration ou de sabotage tels que décrits dans le présent article.

#### **G. Code pénal n° 58 (1937)**

- Article 102 a) : quiconque détient, obtient, fabrique ou importe des explosifs sans s'être vu délivrer une licence encourt une peine de travaux forcés à perpétuité ou à temps. Toute substance ou matière entrant dans la composition d'explosifs et visée par un décret du Ministère de l'intérieur, ainsi que les appareils, machines et outils utilisés pour leur fabrication ou leur mise à feu sont considérés comme des explosifs.



- Article 102 c) : quiconque utilise ou tente d'utiliser des explosifs de telle sorte que des vies humaines sont mises en danger encourt une peine de travaux forcés à perpétuité. Si l'explosion cause la mort d'une ou plusieurs personnes, la peine encourue est la peine de mort.
- Article 102 d) : quiconque utilise ou tente d'utiliser des explosifs de telle sorte que les biens de tiers sont mis en danger encourt une peine de travaux forcés à temps. Si l'explosion cause des dommages aux biens, la peine encourue est une peine de travaux forcés à perpétuité.

#### **H. Code pénal n° 97 (1992)**

- Article 86 : quiconque fournit des organisations terroristes en armes, munitions, explosifs ou équipement ou met à leur disposition des fonds pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs encourt la peine de mort ou une peine de travaux forcés à perpétuité.

### **III. Activités de suivi et d'inspection**

Aux fins de l'amélioration des capacités de suivi et d'inspection des autorités égyptiennes dans tous les ports du pays, les autorités douanières égyptiennes ont récemment reçu un matériel d'inspection de pointe. Les inspecteurs du Service des douanes ont été formés à son utilisation.

D'autre part, la Direction centrale des produits pharmaceutiques du Ministère de la santé a commencé à contrôler les produits radiopharmaceutiques utilisés pour le diagnostic et la rééducation. La nouvelle législation encadre l'enregistrement et l'utilisation de ces produits, ainsi que l'octroi des licences y afférentes. L'Autorité de réglementation nucléaire égyptienne est chargée de la coopération, dans ce domaine, avec les organismes internationaux.

La Direction centrale des produits pharmaceutiques réglemente également l'utilisation des produits biologiques utilisés pour le diagnostic et la rééducation. Il est chargé de l'octroi des licences pertinentes et assure le suivi des activités des industries qui fabriquent ces produits sur le plan local.

Les produits biologiques et pharmaceutiques importés ne peuvent être distribués qu'après autorisation de la Direction centrale et étude de la documentation pertinente.

Le matériel médical importé ne peut être distribué qu'après autorisation de la Direction centrale.

## Annex II to the note verbale dated 22 April 2016 from the Permanent Mission of Egypt to the United Nations addressed to the Chair of the Committee

### 1540 Committee matrix of Egypt

The information in the matrices originates primarily from national reports and is complemented by official government information, including that made available to inter-governmental organizations. The matrices are prepared under the direction of the 1540 Committee.

The 1540 Committee intends to use the matrices as a reference tool for facilitating technical assistance and to enable the Committee to continue to enhance its dialogue with States on their implementation of Security Council resolution 1540.

The matrices are not a tool for measuring compliance of States in their non-proliferation obligations but for facilitating the implementation of Security Council resolutions 1540 (2004), 1673 (2006), 1810 (2008) and 1977 (2011). They do not reflect or prejudice any ongoing discussions outside of the Committee, in the Security Council or any of its organs, of a State's compliance with its non-proliferation or any other obligations. Information on voluntary commitments is for reporting purposes only and does not constitute in any way a legal obligation arising from resolution 1540 or its successive resolutions.

### OP1 and related matters from OP5, OP6, OP8 (a), (b), (c) and OP10

**State:** Egypt  
**Date of 1st report:** 28 October 2004  
**Date of addendum 1:** 17 March 2006  
**Date of addendum 2:** 28 February  
**Last revised:** June 2015

	<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues.</i>	YES	<i>If YES, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc)</i>	<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official website)</i>
1	Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT)	X	Deposited 26 February 1981	
2	Nuclear Weapons Free Zone/Protocol(s)	?	Treaty of Pelindaba, signed in Cairo on 11 April 1996	
3	Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism		Signed 20/9/2005.	

	<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues.</i>	<i>YES</i>	<i>If YES, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc)</i>	<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official website)</i>
4	Convention on Physical Protection of Nuclear Material (CPPNM)			
5	2005 Amendment to the CPPNM			
6	Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT) (not in force)	?	Signed 14 October 1996	
7	Chemical Weapons Convention (CWC)			
8	Biological Weapons Convention (BWC)	?	Signed 10 April 1972	
9	Geneva Protocol of 1925	X	Deposit 6 December 1928	
10	Other Conventions/Treaties	X	<p>State Party to 11 of the 19 universal legal instruments against terrorism, including the following relevant to Resolution 1540 (2004):</p> <p>1997 International Convention for the Suppression of Terrorist Bombing (9 August 2005).</p> <p>1999 International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism (1 March 2005).</p> <p>Convention of the Organization of the Islamic Conference on Combating International Terrorism (1 July 199).</p> <p>Convention of the Organization of African Unity on the Prevention and Combating of Terrorism (19 March 2001)</p> <p>Arab Convention for the Suppression of Terrorism (signed) (22 April 1998).</p> <p>Arab Convention on Combating Money Laundering and Terrorist Financing (Signed in 2014).</p>	
11	International Atomic Energy Agency (IAEA)	X	Since 4 September 1957	

	<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues.</i>	<i>YES</i>	<i>If YES, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc)</i>	<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official website)</i>
12	Hague Code of Conduct (HCOC)			
13	Other Arrangements	X	Arab Code of Conduct for Combating Terrorism (1996) and Arab Strategy for Combating International Terrorism (1997).	
14	General statement on non-possession of WMD	X	State reports that it does not possess or produce WMD.	
15	General statement on Commitment to disarmament and non-proliferation	X	State reports that it has a firm policy to prevent proliferation of WMD.	
16	General statement on non-provision of WMD and related materials to non-State actors	X	State reports that it is committed to not providing any form of support to non-State actors that attempt to develop, acquire, manufacture, possess, transport or use nuclear, chemical or biological weapons and their means of delivery.	
17	Other <sup>1</sup>	X	Member of: African Union Egmont Group International Maritime Organization (IMO) League of Arab States Middle East and North Africa Financial Action Task Force (MENAFATF) World Health Organization (WHO) World Animal Health Organization (OIE) World Customs Organization (WCOSAFE Framework)	

<sup>1</sup> Including, as appropriate, information with regard to membership in relevant international, regional or subregional organizations.

## OP2 — Nuclear Weapons (NW), Chemical Weapons (CW) and Biological

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities?		National legal framework			Enforcement: civil/criminal penalties and others			Remarks		
		YES			YES					
		NW	CW	BW	If YES, source document of national implementation law	NW	CW		BW	If YES, source document
1	Manufacture/ produce	X			<b>NW:</b> Article (5) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	X			<b>NW:</b> Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	
2	Acquire	X			<b>NW:</b> Article (5) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	X			<b>NW:</b> Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	
3	Possess	X			<b>NW:</b> Article (5) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	X			<b>NW:</b> Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  Resolution No.1326 of 2011 on Nuclear and Radioactive Activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	

	Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities?	National legal framework			Enforcement: civil/criminal penalties and others			Remarks		
		YES			YES					
		NW	CW	BW	If YES, source document of national implementation law	NW	CW		BW	If YES, source document
4	Stockpile/store	X			<b>NW:</b> Article (5) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	X			<b>NW:</b> Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	
5	Develop	X			<b>NW:</b> Article (5) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	X			<b>NW:</b> Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	
6	Transport				Article (55) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.				Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.	

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
	YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document	
	NW	CW	BW		NW	CW	BW		
7 Transfer	X			<b>NW:</b> Article (5) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	X			<b>NW:</b> Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	
8 Use	X			<b>NW:</b> Article (5) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	X			<b>NW:</b> Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	
9 Participate as an Accomplice in above mentioned activities	X	?	?	<b>NW/CW/BW:</b> Terrorism Act No. 97 of 1992  Article (5) of Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  Law no. 94 (2015) – Counter-Terrorism Law	?	?	?	<b>NW/CW/BW:</b> Penal Code No.58, articles 86-102	

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks	
	YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document		
	NW	CW	BW		NW	CW	BW			
10	Assist in above mentioned activities	X	?	?	<b>NW/CW/BW:</b> Terrorism Act No.97 of 1992  Law no. 94 (2015) – Counter-Terrorism Law  Law no. 8 (2015) – Terrorist Entities	X	?	?	<b>NW/CW/BW:</b>  Penal Code No.58, articles 43, 44, 86-102  Law no. 94 (2015) – Counter-Terrorism Law	
11	finance above mentioned activities	X	?	?	<b>NW/CW/BW:</b>  Law No. 80 for 2002  Promulgating the Anti-Money Laundering Law and its Amendments in 2003, 2008  Law no. 94 (2015) – Counter-Terrorism Law  Law no. 8 (2015) – Terrorist Entities	?	?	?	<b>NW/CW/BW:</b>  Law No. 80 for 2002  Promulgating the Anti-Money Laundering Law and its Amendments in 2003, 2008	
12	Above mentioned Activities related to means of delivery <sup>2</sup>									
13	Involvement of non-State actors in above mentioned activities									



Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
14	Other	?	?	?	<b>NW/CW/BW:</b>  <b>Issuance</b> of new Egyptian Counter-Terrorism Law on 15/8/2015, dealing with all matters relating to terrorist activities, including in nuclear, chemical, biological and radiological fields.	? X	? X	? X	<b>NW/CW/BW:</b>  In August 2007, a Working Group was established as a subsidiary body to Egyptian National Committee for International Cooperation on Counter-Terrorism, tasked with dealing specifically with the threat posed by the use of WMDs by terrorists and non-State actors.	

<sup>2</sup> Means of delivery: missiles, rockets and other unmanned systems capable of delivering nuclear, chemical, or biological weapons, that are specially designed for such use.

**OP3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect NW, CW and BW, including Related Materials<sup>3</sup>**

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
1	Measures to account for production	X			<b>NW:</b> INFCIRC/302, 30 June 1982  Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).  Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  Regulations on procedures and rules regulating the activities related to nuclear safeguards issued by Nuclear and Radiological Regulatory Authority, Egyptian Gazette No. 134, 2015.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	X			<b>NW:</b> Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).  National System of Accounting for and Control of Nuclear Material implemented by Nuclear and Radiological Regulatory Authority (NRRRA), reporting to the Prime Minister.  Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No.1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  <b>CW:</b>  <b>BW:</b>	

	Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
2	Measures to account for use	X			<p><b>NW:</b></p> <p>INFCIRC/302, 30 June 1982 Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p>Regulations on procedures and rules regulating the activities related to nuclear safeguards issued by Nuclear and Radiological Regulatory Authority, Egyptian Gazette No. 134, 2015.</p> <p><b>CW:</b></p> <p><b>BW:</b></p>	X			<p><b>NW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>National System of Accounting for and Control of Nuclear Material implemented by Nuclear and Radiological Regulatory Authority (NRRRA), reporting to the Prime Minister.</p> <p>Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p>	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
3	Measures to account for storage	X			<p><b>NW:</b></p> <p>INFCIRC/302, 30 June 1982</p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and it Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p>Regulations on procedures and rules regulating the activities related to nuclear safeguards issued by Nuclear and Radiological Regulatory Authority, Egyptian Gazette No. 134, 2015.</p> <p><b>CW:</b></p>	X			<p><b>NW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and it Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>National System of Accounting for and Control of Nuclear Material implemented by Nuclear and Radiological Regulatory Authority (NRRRA), reporting to the Prime Minister. Law no. 4 of 1994 and its amendments of 2000, and executive regulation no. 710 of 2012.</p> <p>Law No. 7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p><b>CW:</b></p>	
4	Measures to account for transport				Law No. 7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.					
5	Other measures for accounting									

	Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
6	Measures to secure production	?	?	?	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and it Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>Executive regulation no. 710 of 2012, on implementation of Environment Act No. 4 of 1994.</p> <p>Art 25 of implementing regulations of Environment Act prohibits handling of hazardous substances without authorization.</p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p>	?	?	?	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and it Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p>	

	Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
7	Measures to secure use	?	?	?	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>Executive regulation no. 710 of 2012, on implementation of Environment Act No. 4 of 1994.</p> <p>Art 25 of implementing regulations of Environment Act prohibits handling of hazardous substances without authorization.</p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p>	?	?	?	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p>	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
8	Measures to secure storage	?	?	?	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>Executive regulation no. 710 of 2012, on implementation of Environment Act No. 4 of 1994.</p> <p>Art 25 of implementing regulations of Environment Act prohibits handling of hazardous substances without authorization.</p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p>	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p>	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
9	Measures to secure transport	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>Executive regulation no. 710 of 2012, on implementation of Environment Act No. 4 of 1994.</p> <p>Art 25 of implementing regulations of Environment Act prohibits handling of hazardous substances without authorization.</p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p>	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Measures based on international rules: ICAO's Annex 17 on security, the IMO's Dangerous Goods (IMDG) Code and International Ship and Port Facility Security (ISPS) Code</p> <p>Routes for the transportation of radioactive and other hazardous materials are secured</p> <p>Environment Act No. 4 of 1994, Article 88, penalty.</p>	



Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
10	Other measures for securing			?	<p><b>NW:</b></p> <p>Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p><b>CW:</b></p> <p><b>BW:</b></p> <p>Bio-safety Regulations and Guidelines, 1994</p>			?	<p><b>NW:</b></p> <p>Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p><b>CW:</b></p> <p><b>BW:</b></p> <p>National Bio-safety Committee</p>	
11	Regulations for physical protection of facilities/ materials/ transports			?	<p><b>NW:</b></p> <p>Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p><b>CW: BW:</b></p> <p>Ministerial Decree 582 for 2003 on Sanitary and Phytosanitary Measures.</p>	?		?	<p><b>NW:</b></p> <p>Law No.7 of 2010 and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p><b>CW:</b></p> <p><b>BW:</b></p>	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
12	Licensing/ registration of installations/ facilities/ persons/ entities/use/ handling of materials	X	X	X	<p><b>NW:</b></p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p>Regulation on procedures and rules regulating the activities related to nuclear safeguards, issued by the Nuclear and Radiological Regulatory Authority, Egyptian Gazette, No. 134, 2015.</p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 and its Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).</p> <p>Executive regulation no 710 of 2012.</p> <p><b>CW, BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 (Articles 29, 31, 32).</p>	X	X	X	<p><b>NW:</b></p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p><b>CW, BW:</b></p> <p>Licensing by the Environmental Affairs Authority</p>	
13	Reliability check of personnel									

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW*		NW	CW	BW		
14	Measures to account for/ secure/ physically protect means of delivery									

<sup>3</sup> Related materials: materials, equipment and technology covered by relevant multilateral treaties and arrangements, or included on national control lists, which could be used for the design, development, production or use of nuclear, chemical and biological weapons and their means of delivery.

\* Information required in this section may also be available in the State's Confidence Building Measures report, if submitted to the BWC Implementation Support Unit (online at: [http://www.unog.ch/80256EE600585943/\(httpPages\)/4FA4DA37A55C7966C12575780055D9E8?OpenDocument](http://www.unog.ch/80256EE600585943/(httpPages)/4FA4DA37A55C7966C12575780055D9E8?OpenDocument)).

**OP3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect NW including Related Materials (NW specific)**

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, source document	YES	If YES, source document	
1	National regulatory authority	X	Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.	X	Nuclear and Radiological Regulatory Authority NRRA  Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities	
2	IAEA Safeguards Agreements	X	INFCIRC/302, 30 June 1982	X	INFCIRC/302, 30 June 1982	
3	IAEA Code of Conduct On Safety and Security of Radioactive Sources	X				
4	Supplementary Guidance on the Import and Export of Radioactive Sources of the Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources	X				
5	IAEA Incident and Trafficking Database					
6	Other Agreements related to IAEA	X	Convention on Early Notification of a Nuclear Accident  Convention on Assistance in the Case of a Nuclear Accident or Radiological Emergency Convention on Nuclear Safety	X	Convention on Early Notification of a Nuclear Accident  Convention on Assistance in the Case of a Nuclear Accident or Radiological Emergency Convention on Nuclear Safety	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, source document	YES	If YES, source document	
7	Additional national legislation/ regulations related to nuclear materials including CPPNM		<p>Regulation on procedures and rules regulating the activities related to nuclear safeguards, issued by the Nuclear and Radiological Regulatory Authority, Egyptian Gazette, No. 134, 2015.</p> <p>– Regulation on classification of nuclear materials and radiation sources from nuclear security perspective, issued by the Nuclear and Radiological Regulatory Authority, 2015.</p>			
8	Other					

**OP3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect CW including Related Materials (CW specific)**

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect CW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, source document	YES	If YES, source document	
1	National CWC authority					
2	Reporting Schedule I, II And III chemicals to OPCW					
3	Account for, secure or Physically protect “old chemical weapons”					
4	Other legislation/ regulations controlling chemical materials	X	Environment Act No. 4 of 1994 and it Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).	X	Environment Act No. 4 of 1994 and it Executive Regulation as amended by Law No. 9 (2009) and Law No. 105 (2015).	
5	Other					

**OP3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect BW including Related Materials (BW specific)**

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, source document	YES	If YES, source document	
1	Regulations for genetic engineering work					
2	Other legislation/ Regulations related to safety and security of biological materials					
3	Other					

### OP3 (c) and (d) and related matters from OP6 and OP10 — Controls of NW, CW and BW, including Related Materials

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
1	Border control	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Customs Law No. 14 of 2004 as amended Export-Import Regulations Law No. 118 of 1975</p> <p>Decree 770/2005 to amend the Executive Regulations of Export-Import Regulations Law No. 118 of 1975.</p> <p>Branches of General Organization for Export and Import Control (GOEIC) inspect cargoes of hazardous substances at all legal entry and exit points. Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p>	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Customs Law No. 66 of 1963 as amended, Export-Import Regulation Laws no. 118/1975 and its executive regulations of the Ministerial Decree 770/2005.</p> <p>Branches of General Organization of Export and Import Control (GOEIC) inspect cargoes that are subject to quality control which are diverted from customs.</p>	



Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
2	Technical support of border control measures	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Decree 770/2005 to amend the Executive Regulations of Export-Import Regulations Law No. 118 of 1975.</p> <p>Control by electronic gates, x-ray machines and Fiber scopes</p> <p>Risk system, pre-release system, post clearance audit; applies Single Window System; uses Electronic Data Interchange (EDI) System.</p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p>	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Decree 770/2005 of Executive Regulations of Export-Import Regulations Law No. 118/1975 and the control system by electronic gates, X ray machines and fiber scopes. Risk System, pre-release system, post clearance audit, applies single window system, uses electronic data, interchange (EDI) system.</p> <p>General Organization of Export and Import Control analysis and inspects the powder and chemical samples which are diverted from customs.</p>	
3	Control of brokering, Trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology									

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
4	Enforcement agencies/authorities	X	X	X	<b>NW/CW/BW:</b> Export-Import Regulations Law No. 118 of 1975  Law No. 7 of 2010, and its executive regulations Promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.	X	X	X	<b>NW:</b> Nuclear and Radiological Regulatory Authority (NRRRA)  <b>CW/BW:</b> General Organization for Export and Import Control (GOEIC) inspect cargoes of hazardous substances at all legal entry and exit points Customs Authority	
5	Export control legislation in place	X	X	X	<b>NW/CW/BW:</b> Export-Import Regulations Law No. 118 of 1975  <b>NW:</b> Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.	X	X	X	<b>NW/CW/BW:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Export-Import Law no. 118/1975 issued by Ministerial Decree no. 770/2005 and Presidential Decree no. 1770/1971 establishing the General Organization of Export and Import Control (GOEIC).</li> <li>– Presidential Decree no. 106/2000 on facilitating inspection and control procedures of exported and imported goods.</li> <li>– Prime Minister Decree no. 1186/2003 on inspection and control measures of imported and exported goods.</li> <li>– Ministerial decree no. 770/2005 issuing the implementing regulations of the import and export law and its amendments.</li> </ul>	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
6	Licensing provisions	X	X	X	<b>NW/CW/BW:</b> Export-Import Regulations Law No. 118 of 1975	X	X	X	<b>NW/CW/BW:</b> Minister of Foreign Trade and Industry	
7	Individual licensing				Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.					
8	General licensing				Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.					
9	Exceptions from licensing									
10	Licensing of deemed export/visa				Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.  Activities.					
11	National licensing authority				NRRA					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
12	Interagency review for licenses									
13	Control lists									
14	Updating of lists									
15	Inclusion of technologies									
16	Inclusion of means of delivery									
17	End-user controls									
18	Catch all clause									
19	Intangible transfers									
20	Transit control	X	X	X	<b>NW:</b> Environment Act No. 4 of 1994 (article 32): Hazardous substances (... ionizing radiation) <b>CW:</b> Environment Act No. 4 of 1994 (article 32): Hazardous substances (... toxic ...) <b>BW:</b> Environment Act No. 4 of 1994 (article 32): Hazardous substances (... contagious ...)	X	X	X	<b>NW/CW/BW:</b> Environment Act No. 4 of 1994, (article 88), penalty Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
21	Trans-shipment control	X	X	X	<p><b>NW:</b></p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 (article 32):</p> <p>Hazardous substances (ionizing radiation)</p> <p><b>CW, BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994 (article 32):</p> <p>Hazardous substances</p>	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Environment Act No. 4 of 1994, (article 88), penalty</p>	
22	Re-export control									
23	Control of providing funds	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Money Laundering Law 80 of 2002</p>	X	X	X	<p><b>NW/CW/BW:</b></p> <p>Egyptian Money Laundering Combating Unit</p>	
24	Control of providing transport services									

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
25	Control of importation	X	X	X	<b>NW/CW/BW</b> Environment Act No. 4 of 1994 (article 32): Hazardous substances and the Act's amendments of 2000. Export-Import Regulations Law No. 118 of 1975 Decree 770/2005 to amend the Executive Regulations of Export-Import Regulations Law No. 118 of 1975 Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.	X	X	X	<b>NW/CW/BW:</b> Minister of Foreign Trade and Industry	
26	Extraterritorial applicability									

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
27	Other			?	<p><b>NW:</b></p> <p>Law No. 7 of 2010, and its executive regulations promulgated by Prime Minister's Decree No. 1326 of 2011 on nuclear and radiological activities.</p> <p><b>CW:</b></p> <p><b>BW:</b></p> <p>Ministerial Decree 582 of 2003 on Sanitary and Phytosanitary Measures</p>			?	<p><b>NW:</b></p> <p><b>CW: BW:</b></p> <p>Ministerial Decree No. 411 of 2002 officially created the Central Department of WTO Affairs in the Ministry of Foreign Trade as the main coordinating body for all issues related to the WTO, including Sanitary and Phytosanitary measures and coordinates its work with Animal Quarantine, Plant Quarantine, the General Organization for Export and Import Control, the Egyptian Organization for Standards and Quality, the Ministry of Health and Population, and the Ministry of Environment</p>	

**OP6, 7 and 8 (d) — Control lists, Assistance, Information**

Can information be provided on the following issues?		YES		Remarks
1	Control lists-items (goods/equipment/materials/technologies)			
2	Control lists-other	?	Ministerial Decision (Ministry of Trade and Industry) No. 770 of 2005, Annex 1, lists prohibited imports, “the majority of the goods listed, which number over a thousand, are chemical substances hazardous to human health and that the annex to the implementing regulations is available for the inclusion of additional chemical and biological substances.”	
3	Assistance offered			
4	Assistance requested			
5	Point of Contact for assistance			
6	Assistance in place (bilateral/multilateral)			
7	Work with and inform industry			
8	Work with and inform the public			
9	Point of Contact			
10	Other <sup>4</sup>			

<sup>4</sup> Information may include references to voluntary implementation national action plan and visits to States, at their invitation, by the 1540 Committee.